

Note de Conjoncture Économique



DÉPARTEMENT DE L'ALLIER

N°52 - JUIN 2023

DÉCOUVREZ LES PRINCIPALES TENDANCES SOCIO-ÉCONOMIQUES DU DÉPARTEMENT DE L'ALLIER

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Antenne de l'Allier vous présente la Note de Conjoncture Économique Départementale réalisée en collaboration avec ses partenaires.

SOMMAIRE

Chiffres d'affaires	2
Créations et Défaillances d'Entreprises	2
Emploi / Chômage	3
Artisanat / Crise Énergétique	4
La crise énergétique	5
L'hydrogène bas carbone	6
Tendances économiques régionales :	
Industrie	6
Services marchands / Bâtiment	7
National / International	8

L'économie de l'Allier s'adapte et résiste dans un contexte difficile

Après une année 2021 marquée par le rebond post-covid, l'économie mondiale connaît un net ralentissement en 2022. L'Europe et la France ne sont pas épargnées, subissant de plein fouet la crise énergétique.

Dans ce contexte difficile, la plupart des indicateurs demeurent satisfaisants dans l'Allier.

Ainsi, les chiffres d'affaires et les investissements des entreprises ont bien progressé en 2022. Les entreprises industrielles voient leur effectif augmenter, grâce à la dynamique des embauches dans les secteurs de la maroquinerie et de la chimie.

Néanmoins les difficultés de recrutement restent une difficulté majeure.

Dans le département, le taux de chômage et le nombre de demandeurs d'emplois sont toujours orientés à la baisse, avec un recul important du chômage de longue durée.

Portée par les micro-entrepreneurs, l'évolution des créations d'entreprises est plus rapide qu'en région.

En parallèle, les défaillances sont en forte hausse en 2022, tout en restant en dessous du niveau de 2019. Les crises se succèdent, et les entreprises doivent s'adapter. Confrontées à la flambée des prix de l'énergie, la Région Auvergne-Rhône-Alpes avait mis en place des aides spécifiques. Aujourd'hui, les pouvoirs publics incitent déjà les entreprises à se préparer à la crise hydrique qui menace particulièrement notre département, afin que ces dernières mettent en place des solutions pour réduire leur consommation d'eau.



gemortes à Moulins (03)
© M. PERES | Auvergne-Rhône-Alpes

LE CHIFFRE D'AFFAIRES et LES INVESTISSEMENTS des entreprises de l'ALLIER ont fortement progressé sur l'année 2022

En 2022, toutes activités confondues, le chiffre d'affaires des entreprises privées de l'Allier a atteint 14 925 millions d'euros et a ainsi progressé de +11,5 % sur un an (contre +13,3 % au niveau régional et +15,2 % au niveau national).

Ainsi, les entreprises industrielles du département ont vu leur chiffre d'affaires fortement augmenter (+13,2 %) de façon plus favorable qu'au niveau régional (+12,6 %) et mais moins qu'au national (+17,8 %).

Les investissements des entreprises de l'Allier ont progressé de +10,3 % en un an, à un rythme moins rapide qu'au niveau régional (+12,3 %) mais plus important qu'au niveau national (+7,3 %).

Ces évolutions résultent de deux effets : un effet volume, correspondant au nombre de produits ou de services qui ont été vendus, et un effet prix, qui est important du fait de la hausse des prix, à des niveaux inédits depuis les années 1990.

Évolution du chiffre d'affaires et des investissements des entreprises en 2022

CHIFFRE D'AFFAIRES par secteur d'activité principaux	Allier		Auvergne-Rhône-Alpes		France
	Montant 2022 (en M€)	Évolution annuelle	Montant 2022 (en M€)	Évolution annuelle	Évolution annuelle
Total	14 925	+11,5 %	559 726	+13,3 %	+15,2 %
Dont : Industrie	3 606	+13,2 %	138 673	+12,6 %	+17,8 %
Construction	1 017	+8,9 %	54 054	+6,9 %	+5,3 %
Commerce*	6 955	+10,6 %	181 129	+9,7 %	+14,1 %
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES	118	+10,3 %	4 365	+12,3 %	+7,3 %

Les indicateurs de chiffre d'affaires et d'investissements (TVA déductible sur les immobilisations) correspondent aux données figurant sur les déclarations de TVA par les acteurs économiques de la région.

* Commerce : réparation d'automobiles et de motocycles

Sources : DGFIP, données cumulées du 1er janvier au 31 décembre 2022 - Traitement DREETS, Note conjoncturelle du 4e trimestre 2022 - Département de l'Allier

CRÉATIONS D'ENTREPRISES : une forte dynamique en 2022

Sur l'année 2022, 3 379 entreprises ont été créées en Allier, en hausse de +7,2 % par rapport à 2021. Cette croissance est surtout portée par les micro-entrepreneurs (+12 %) alors que les créations d'entreprises individuelles classiques ont diminué (-1,1 %). En parallèle, les créations de sociétés ont augmenté de +2,6 %.

L'évolution des créations d'entreprises entre 2021 et 2022 est plus rapide dans le département (+7,2 %) qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (+2,4 %) et en France (+2 %).

Le département de l'Allier compte 100 créations pour 10 000 habitants (159 en Auvergne-Rhône-Alpes et 160 en France).

Nombre de créations d'entreprises en 2022

	Allier		Région
	Nombre	Évolution annuelle	Évolution annuelle
Tous types d'entreprises	3 379	+7,2 %	+2,4 %
Sociétés	746	+2,6 %	+2,6 %
Micro-entrepreneurs	2 023	+12 %	+2,9 %
Entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs	610	-1,1 %	-0,8 %

Sources : Insee REE Sirene données brutes, BPI Création

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES : en forte hausse sur un an

Le nombre de défaillances poursuit la progression amorcée à l'automne 2021. Entre mars 2022 et février 2023, 174 défaillances ont été enregistrées en Allier, en hausse de 54 % par rapport à l'année précédente (+62 % en Auvergne-Rhône-Alpes et +52 % en France).

Cette forte hausse s'explique par un retour à la normale avec la fin des dispositifs d'aides exceptionnelles aux entreprises mis en place pendant la crise sanitaire, qui avaient conduit à une chute du nombre de défaillances. Ce chiffre reste toutefois inférieur au niveau de février 2019 (222 défaillances).

Source : Banque de France, FIBEN

EMPLOI : une croissance modérée, portée par l'industrie et la construction

Fin décembre 2022, l'Allier comptait près de 72 730 emplois salariés privés, en hausse de +0,7 % sur un an (soit 520 emplois de plus). En hausse sur le 1^{er} trimestre, l'emploi tend à se stabiliser sur les 3 trimestres suivants. A titre comparatif, la croissance annuelle de l'emploi est moins soutenue qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et en France (+1,2 %), et dans le détail des secteurs, les évolutions sont assez différentes dans le département.

L'industrie est le secteur qui a créé le plus d'emplois en 2022 en Allier (+180 salariés), de façon continue tout au long de l'année. La dynamique (+1,1 %) est conforme à la moyenne nationale, mais inférieure au niveau régional (+1,4 %). Les embauches dans la maroquinerie et de la chimie ont compensé les pertes de la métallurgie-travail des métaux et de l'agroalimentaire.

En 2022, les effectifs salariés permanents dans la construction ont augmenté de +2,4 % (+140) dans le département, mais ont légèrement reculé dans la région.

De même, l'emploi intérimaire a continué à progresser dans l'Allier (+1,7 %) alors qu'il a diminué en Auvergne-Rhône-Alpes (-0,6 %) et en France (-1,2 %).

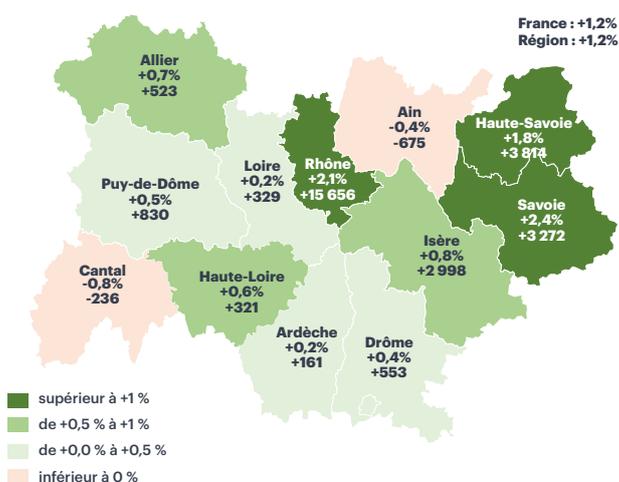
A l'inverse, la croissance de l'emploi dans le commerce et les services est plus limitée dans le département (+0,3 % soit +130), qu'aux niveaux régional et national (+1,5 %), notamment à cause d'une diminution dans l'hôtellerie-restauration.

En 2022, les difficultés de recrutement des entreprises restent très élevées et ont limité les embauches dans de nombreux secteurs.

Emploi par zone d'emploi au 4^e trim. 2022 et évolution / 4^e trim. 2021 (%)

- Vichy : 30 390 (+1,4 %)
- Moulins : 20 980 (+0,8 %)
- Montluçon : 23 930 (-0,4 %)

Évolution de l'emploi salarié privé entre le 4^e trimestre 2021 et le 4^e trimestre 2022



Source : Acoss-Urssaf, données trimestrielles : effectifs salariés privés en fin de trimestre

DEMANDEURS D'EMPLOI ABC : une forte baisse du chômage de longue durée

Au 4^e trimestre 2022, l'Allier comptait 25 490 demandeurs d'emplois ABC, dont 54 % sans activité (cat. A) et 46 % en activité réduite (cat. BC). La baisse initiée depuis 2 ans s'est poursuivie sur l'année 2022, à un rythme de -6,1 % dans le département (contre -5,5 % en Auvergne-Rhône-Alpes et -5,1 % en France). Cela correspond à 1 660 chômeurs de moins qu'au 4^e trimestre 2021, principalement des demandeurs d'emploi sans activité (-1 480 et -9,6 %), la baisse des chômeurs exerçant une activité réduite étant plus faible (-180 et -1,5 %).

Cette embellie durable sur le marché du travail a conduit à une chute du chômage de longue durée de -12,4 % dans l'Allier (contre -13,5 % en Auvergne-Rhône-Alpes et en France). Fin 2022, le département compte 12 680 demandeurs d'emploi de longue durée, soit 50 % du total : ce ratio a reculé de 3 points par rapport à fin 2021, mais reste néanmoins supérieur à la moyenne régionale (44 %).

Définition : DEFM : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois

Les catégories de demandeurs d'emploi :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée.

Catégorie BC : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.

Au 4^e trimestre 2022, le taux de chômage de l'Allier s'établit à 7,4 %. Il a diminué de 0,3 point sur un an, conformément à la tendance régionale et nationale.

Supérieur au niveau régional (6,1 %) et national (7 %), il s'agit du 3^e taux le plus élevé d'Auvergne-Rhône-Alpes (après l'Ardèche et la Drôme).

Taux de chômage par zone d'emploi (source INSEE) :

- Moulins : 6,2 % (-0,3 point / 4^e trim. 2021)
- Vichy : 7,5 % (-0,3 point)
- Montluçon : 8,5 % (-0,2 point)

Évolution des Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois au 4^e trimestre 2022

	Allier			Auvergne-Rhône-Alpes	
	T4 2022	évol sur un trimestre	évol. sur un an	évol sur un trimestre	évol. sur un an
DEFM catégorie ABC	25 490	-0,8 %	-6,1 %	-0,9 %	-5,5 %
Longue durée (1 an et +)	12 680	-2,6 %	-12,4 %	-3,0 %	-13,5 %

Source : Pôle emploi-DARES, STMT données CVS-CJO
Données trimestrielles : nombre de demandeurs d'emploi en moyenne sur le trimestre

ARTISANAT : une année mitigée

Dans l'Allier, l'artisanat compte 7 400 entreprises artisanales (36 % bâtiment, 39 % services, 15 % fabrication, 10 % alimentaire), et un nombre d'emplois important : 9 500 salariés et 1 000 apprentis.

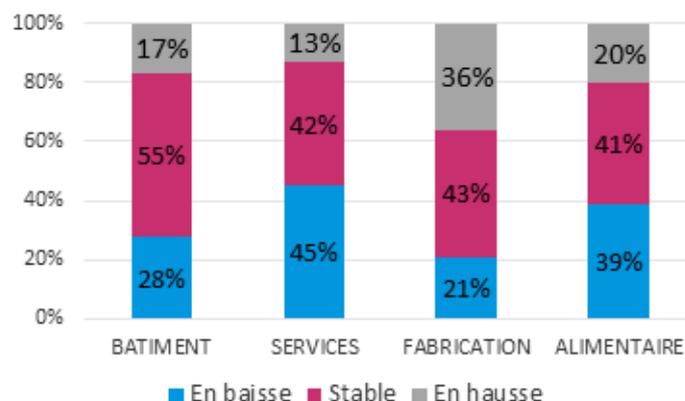
En 2022, les difficultés rencontrées par les artisans tant sur leur niveau d'activité que sur leur chiffre d'affaires ou leur trésorerie s'expliquent par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, les ruptures d'approvisionnements et la difficulté à recruter.

Néanmoins, la situation est hétérogène selon les secteurs dans l'Allier. La part des artisans déclarant un chiffre d'affaires stable ou en hausse au 4^e trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent a diminué dans le bâtiment (72 % contre 74 % fin 2021), les services (55 % contre 57 %) et l'alimentaire (61 % contre 63 %). A l'inverse, elle a progressé dans la fabrication (79 % contre 77 %).

Selon les enquêtes de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat en Auvergne-Rhône-Alpes, les tendances sont globalement plus favorables dans l'Allier qu'au niveau régional.

Évolution des chiffres d'affaires des entreprises artisanales par secteur d'activité

Situation au 4^e trimestre 2022



Source : Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes, enquête auprès des artisans de l'Allier (257 répondants)

Note de lecture : au 4^e trimestre 2022, 28 % des artisans du bâtiment déclarent un chiffre d'affaires en baisse par rapport à la période précédente.

Baromètre 2022/2023 Artisanat de l'Allier https://www.cma-auvergnerhonealpes.fr/sites/crma-auvergne/files/barometre_allier_2022-2023.pdf

LA CRISE ÉNERGETIQUE : une remise en cause du modèle économique de nos industries

Impact de la crise énergétique sur l'industrie en 2023 :

Même si, les prix de marché de gros de l'électricité et du gaz ont reflué depuis la mi-décembre, revenant aux niveaux connus avant le début de la guerre en Ukraine, ils demeurent supérieurs à ceux d'avant la crise sanitaire.

L'impact de la crise énergétique dépend notamment du type d'énergie (électricité ou gaz) et du type de contrat dont dispose chaque entreprise et de son horizon d'expiration.

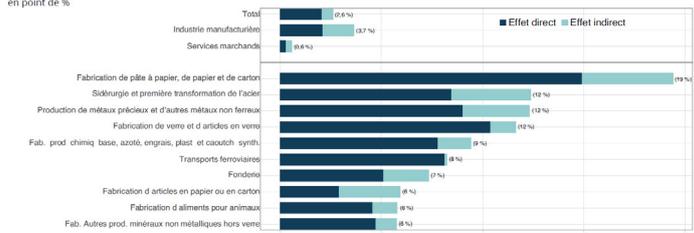
De ce fait, les hausses de prix seraient très hétérogènes.

L'Insee prévoit que la hausse de prix des intrants énergétiques anticipée par les entreprises en 2023 conduirait à un surcroît de prix de production de près de 4 % dans l'industrie

Les prix de production dans l'industrie manufacturière augmenteraient plus fortement que ceux des services : +3,7 points de pourcentage (58 % d'effet direct) contre +0,6 point dans les services (45 % d'effet direct).

À un niveau sectoriel fin, les secteurs de la sidérurgie, de la métallurgie, de la fabrication de verre ou encore de produits chimiques, très intensifs en énergie, pourraient connaître des surcroîts de prix de production particulièrement élevés, d'au moins 9 points de pourcentage.

► Impact sur les prix de production de la variation des prix de l'électricité et du gaz anticipée par les entreprises en 2023 (10 secteurs les plus touchés)



Lecture : la hausse anticipée du prix de l'électricité et du gaz pour les entreprises pourrait générer une hausse des prix de production de 2,6 points de pourcentage dans l'économie.
Source : Insee, modèle *Alonix* calibré avec les résultats des enquêtes de conjoncture

Source INSEE – Conjoncture Française - 15 décembre 2022 – Éclairage «Les entreprises face à la hausse des prix de l'énergie : des situations et des réactions contrastées»

CRISE ÉNERGETIQUE : Auvergne-Rhône-Alpes, très faible production nucléaire et hydraulique en 2022

La région est une importante zone de production d'électricité, l'hydraulique et le nucléaire représentant respectivement 31 % et 46 % de la production métropolitaine. Toutefois, en 2022, la production d'électricité a atteint un niveau historiquement bas (103 TWh), en baisse de 13 % par rapport à 2019. Le repli est toutefois moins important qu'au niveau national (-26 %)

Les baisses de production dans la région s'expliquent par le recul de la production hydraulique (-16 % par rapport à l'avant-crise), dûe à la sécheresse et au manque d'eau dans les retenues, et par la diminution de la production nucléaire, causée par de nombreux arrêts de réacteurs sur les quatre sites régionaux (Bugey, Tricastin, Cruas-Meysses et Saint-Alban) pendant plusieurs mois pour des opérations de maintenance. Cette baisse de la production nucléaire reste malgré tout moins forte

en Auvergne-Rhône-Alpes qu'au niveau national (-15 % versus -38 % par rapport à 2019).

Ce repli de la production dans la région a en partie été compensé par une augmentation de la production des filières thermique, photovoltaïque et éolienne (respectivement +34 %, +65 % et +20 % par rapport à 2019).

Hors hydraulique, le parc renouvelable continue à se développer. Le parc photovoltaïque s'accroît de 20 % en un an et s'établit à 1 848 MW, cette croissance étant supérieure à celle de la métropole (+17 %). Cette augmentation du parc et l'ensoleillement exceptionnel en 2022 ont permis une hausse annuelle de 40 % de ce type de production.

Auvergne-Rhône-Alpes : Consommations d'électricité et de gaz les plus basses depuis 2014

En Auvergne-Rhône-Alpes, la consommation d'électricité a diminué d'environ 2 % par rapport à 2021 (contre 4 % en France) et s'élève à 63,6 TWh. Celle du gaz diminue de 12 % par rapport à 2021 (et 9,5 % en France). Ce sont les valeurs les plus basses

depuis 2014, reflétant une année particulièrement douce, qui a limité le besoin de chauffage, et à un coût élevé de l'énergie, malgré la mise en place des boucliers tarifaires.

Source : Insee : Bilan économique 2022 - Auvergne-Rhône-Alpes
Énergie-Climat - Une année chaude et sèche qui affecte la production et la consommation d'énergie
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7622636?sommaire=7343362>

La Région Auvergne-Rhône-Alpes a mis en place des aides pour ses entreprises industrielles

Nom du dispositif	Objectif du dispositif	Fonctionnement	Calendrier	Cible	Lien
IDF (Industrie Du Futur) - Maîtrise de la consommation des ressources	Identifier les leviers d'optimisation énergétique dans les process et les utilités	Financement à 50% d'un consultant à hauteur de 16 000 € pour la réalisation d'un audit et de recommandations pratiques et concrètes pour optimiser les process, les bâtiments, les approvisionnements. Fonctionne également pour les études de faisabilité photovoltaïque	31/12/2023	PME industrielles	Ambition Industrie du Futur
Aide à l'Investissement Région	Prêt pour investir dans un matériel plus performant et moins énergivore	Diagnostic énergie préalable fortement recommandé. Montant maximum de l'investissement 10 k€. Taux d'intervention 20% maximum (50% pour les boulangers). Non cumulable avec d'autres aides (commerçants et artisans, autre dispositif) sur les mêmes dépenses	Fin de l'enveloppe allouée ou aide similaire de l'Etat	Micro entreprises/TPE non protégées par le bouclier tarifaire Artisan boulangers/pâtisseries <15 salariés	Aide investissement moins énergivore
Prêt Région Energie	Financer les projets d'investissement pour réduire la consommation énergétique	Prêt : A taux préférentiel Montant entre 50 et 500 k€. Durée de 5 ou 7 ans avec différé d'amortissement en capital de 2 ans max. Pour : amélioration de la performance environnementale process et produits. Mobilité 0 carbone. Réduction des consommations et ressources. Mix énergétique plus vertueux	31/12/2023	TPE, PME de plus de 3 ans ayant réalisé un diagnostic énergie référencé par la région ou Bpifrance	Prêt Région Energie

Source : <https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides>

L'HYDROGÈNE BAS CARBONE

Pour faire face au changement climatique, les pays se sont fixés des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

La production d'hydrogène bas carbone constitue une des technologies clés mise en avant par l'Agence Internationale de l'Énergie. Actuellement 95 % de la production mondiale d'hydrogène provient des énergies fossiles. L'enjeu est de produire l'hydrogène de façon décarbonée, par électrolyse à partir de sources d'énergie renouvelables. Les principaux marchés visés sont l'industrie, la mobilité et l'équilibrage des réseaux électriques.

Outre le caractère inflammable de l'hydrogène, les principaux obstacles à ce développement résident dans les coûts de production élevés et les difficultés de stockage.

En 2020, des politiques publiques ont été mises en place par l'Union européenne pour accélérer la production d'hydrogène bas carbone, et par la France qui va consacrer 9 Mds € sur 10 ans au plan national Hydrogène.

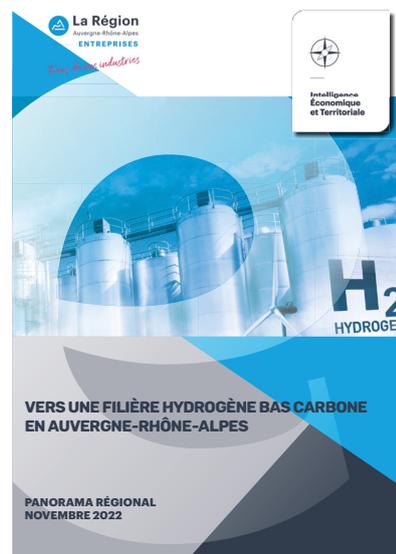
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Des atouts pour la production d'hydrogène bas carbone

En Auvergne-Rhône-Alpes, 154 entreprises travaillent dans cette filière, avec un grand nombre de sous-traitants et fournisseurs de composants.

19 entreprises consacrent la totalité de leur activité à l'hydrogène : des filiales de grands groupes (Air Liquide Hydrogène, la filiale d'EDF Hynamics...) comme des PME et startups innovantes (McPhy, HRS, Symbio, Ataway, Ergosup, Sylfen, GCK...).

Sources « Vers une filière hydrogène bas carbone », Panorama régional réalisé par le Pôle IET d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises, en partenariat avec les pôles de compétitivité Axelera, CARA et Tenerrdis - Novembre 2022 Pour en savoir plus : <https://plateforme-iet.auvergnerhonealpes-entreprises.fr/informations-economiques/publications/panorama-regional-vers-une-filiere-hydrogene-bas-carbone-en-auvergne-rhone-alpes>

En outre, le territoire abrite de nombreux laboratoires de recherche (CEA, CNRS, INSA, IFPEN, LTR ...) et acteurs industriels d'envergure (CNR, ENGIE, Michelin, EDF, Renault Trucks...). La Région s'est engagée dès 2017 pour le développement de cette filière avec le projet ZEV (Zero Emission Valley) axé sur la mobilité hydrogène. La nouvelle feuille de route de 2022, coanimée avec les 3 pôles de compétitivité Tenerrdis, Axelera et CARA, prévoit d'accélérer l'hydrogène à usage industriel.



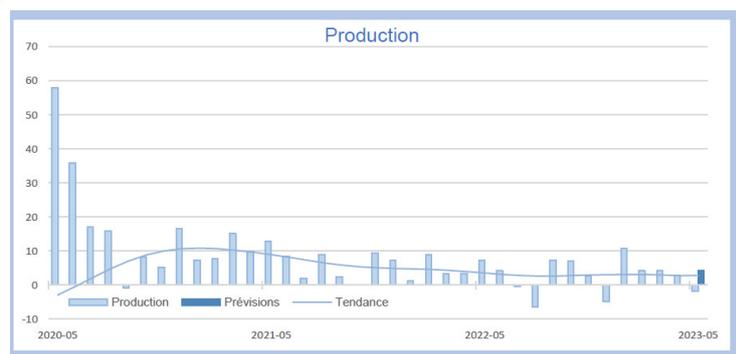
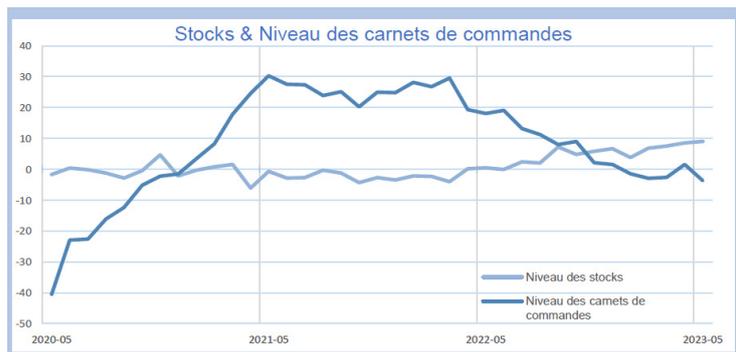
TENDANCES ÉCONOMIQUES AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

L'INDUSTRIE : en léger recul au mois de mai

Au mois de mai, l'activité industrielle est en léger recul au sein de la région alors qu'elle reste en légère augmentation au niveau national.

Pour le 2^{ème} mois consécutif, le prix des matières premières continue de baisser, permettant une stabilisation du prix des produits finis. Les difficultés d'approvisionnement continuent de se dissiper dans l'industrie et le bâtiment.

Le niveau des stocks est similaire à celui du mois dernier et les carnets de commandes s'érodent quelque peu.



Au cours du mois, la production industrielle et le niveau de demande sont en léger retrait par rapport au mois précédent avec des disparités importantes en fonction des secteurs.

L'activité est portée par la fabrication de produits en plastique et celle des matériels de transport, alors que l'industrie pharmaceutique, le décolletage et la filière du bois-papier-carton voient leur activité ralentir.

Pour autant, les chefs d'entreprise envisagent un léger rebond de l'activité au mois de juin.

Source : Banque de France, - Tendances Régionales - Auvergne-Rhône-Alpes - Mai 2023 https://www.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/tr_auvergne-rhone-alpes_mai-2023.pdf

TENDANCES ÉCONOMIQUES AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

LES SERVICES MARCHANDS : l'activité reste stable au mois de mai

Dans les services marchands, l'activité est stable en région Auvergne-Rhône-Alpes alors qu'elle progresse encore légèrement au plan national.

Globalement, la demande se maintient. De nouvelles difficultés de recrutement apparaissent dans certains sous-secteurs.

Ainsi, tant l'activité que la demande sont stables dans le secteur des services marchands. Toutefois, une forte baisse de l'activité est observée dans l'ingénierie – études techniques et dans les activités juridiques et comptables. L'activité reste dynamique dans l'hébergement et le travail temporaire ainsi que dans le fret.

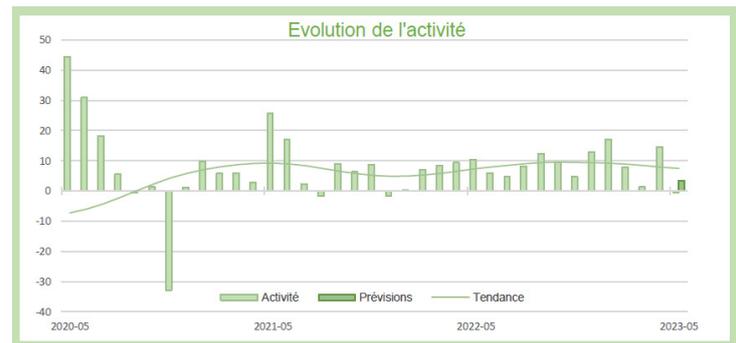
Les prévisions d'activité pour le mois de juin restent encourageantes.

Les agences de travail temporaire :

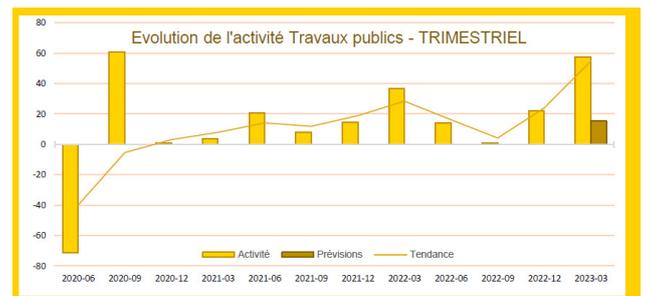
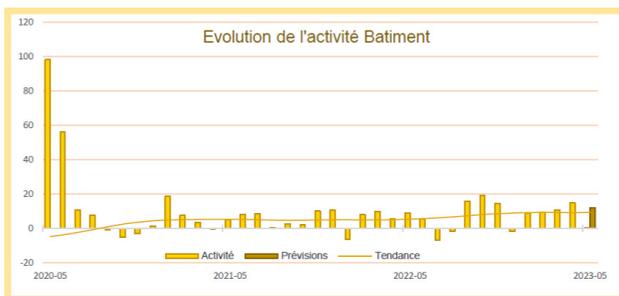
Dans le prolongement des mois précédents, la demande et l'activité sont en légère progression en mai. Toutefois, les difficultés à trouver du personnel intérimaire persistent, en particulier pour des profils qualifiés. Les perspectives des professionnels interrogés restent plutôt prudentes à court terme avec un courant d'affaires qui devrait tout juste se maintenir et des prix qui pourraient être revus légèrement à la baisse.

La restauration :

L'activité est en retrait en mai. Si les nombreux jours fériés ont entraîné une hausse d'activité dans les lieux touristiques, une baisse s'est faite ressentir pour les restaurants fonctionnant grâce à la clientèle d'affaires. Les prix de vente continuent de croître pour faire face à l'inflation. Les difficultés de recrutement perdurent et inquiètent les professionnels à l'approche de la saison estivale. L'activité devrait se stabiliser en juin.



LE BÂTIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS : l'activité reste stable



En mai, l'activité se stabilise au global dans le bâtiment. Pour autant, le secteur du second œuvre reste dynamique alors que le gros œuvre connaît un recul.

Les prix des devis s'apprécient une nouvelle fois du fait des prix des approvisionnements qui restent toujours élevés mais on note une baisse pour certaines matières premières comme l'acier.

Dans cet environnement, les entreprises devraient à nouveau pratiquer un renchérissement des tarifs dans les semaines à venir, et ce malgré le contexte défavorable des hausses de taux d'intérêt qui freinent la demande.

Avec des carnets de commandes bien étoffés, principalement dans le second œuvre, les prévisions pour les prochaines semaines restent bien orientées. Des recrutements sont également à prévoir, principalement dans le gros œuvre.

Favorisée par une météo clémente et une demande soutenue, l'activité Travaux Publics a été très intense au 1^{er} trimestre.

Cette dynamique s'est accompagnée d'un renfort des effectifs, même si le marché de l'emploi reste très tendu dans ce secteur. En revanche, les difficultés d'approvisionnement continuent de se résorber.

Dans le contexte inflationniste, les entreprises font face à l'augmentation des prix des matières premières, du matériel et du carburant. En conséquence, les prix des devis ont été sensiblement relevés pour maintenir les marges.

Les carnets de commandes restent bien garnis et les prévisions pour le 2^{ème} trimestre 2023 sont favorables.

Source : Banque de France, - Tendances Régionales -Auvergne-Rhône-Alpes - Mai 2023
https://www.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/tr_auvergne-rhone-alpes_mai-2023.pdf

INTERNATIONAL : vers un affaiblissement de la croissance en 2023

Après la forte reprise post Covid en 2021 (+6,1 %), la croissance mondiale a ralenti en 2022 pour s'établir à +3,4 %. Dans un contexte international défavorable (guerre en Ukraine, inflation, pénuries d'intrants, etc.), l'activité a finalement bien résisté.

Selon les prévisions du FMI, l'activité continuerait à ralentir en 2023 (+2,8 %), et tout particulièrement dans les pays avancés (+1,3 %). L'inflation globale mondiale chuterait de 8,7 % en 2022 à 7 % en 2023 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base.

Dans la Zone euro, l'activité économique s'est montrée dynamique sur 2022 (+3,5 %), tirée par le rebond post Covid au 1^{er} semestre, avant de subir un coup d'arrêt au 4^e trimestre dû à la baisse de la consommation. Au 1^{er} trimestre 2023, l'économie a échappé à la récession et les prévisions pour l'année 2023 ont été revues à la hausse (+1 %) par la Commission européenne.

Prévisions de croissance et inflation en 2022

	2022	Projection 2023
Monde	+3,4 %	+2,8 %
Etats-Unis	+2,1 %	+1,6 %
Zone euro	+3,5 %	+0,8 %
Allemagne	+1,8 %	-0,1 %
France	+2,6 %	+0,7 %
Italie	+3,7 %	+0,7 %
Chine	+3 %	+5,2 %
Russie	-2,1 %	+0,7 %

Source : FMI, World Economic Outlook Avril 2023

<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2023/04/11/world-economic-outlook-april-2023>

NATIONAL : un ralentissement de la croissance au 2^e semestre 2022

En France, la croissance du PIB s'élève à +2,6 % en 2022 (après +7 % en 2021). La consommation et l'investissement ont progressé respectivement de +2,7 % et +2,2 %, tandis que la contribution du commerce extérieur était négative (-0,8 point). Un fort ralentissement s'est produit au 2^e semestre avec le recul de la consommation des ménages dans un contexte de forte inflation.

Au 1^{er} trimestre 2023, le PIB a légèrement augmenté (+0,2 % après 0 % au trimestre précédent), porté par le solde positif du commerce extérieur (+0,6 point) et une stabilité de la consommation. En ce début d'année, la production industrielle s'est redressée (+0,7 % après -0,4 %).

En mars 2023, l'inflation sur un an s'établit à +5,7 %, un niveau quasi identique depuis l'été 2022. Les prix de l'alimentation accélèrent (+15,9 %) alors que ceux de l'énergie ralentissent (+4,9 %). Sur l'année 2023, l'Insee prévoit une faible croissance de l'activité (+0,6 %).

Évolution du PIB en France en volume

Au 1^{er} trimestre 2023 : 590,658 milliards €



Source : Insee

Nos partenaires



Nos financeurs principaux



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



Lettre d'information conjoncturelle rédigée et éditée par : Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Allier

Hôtel de Rochefort - 12 Cours Anatole-France - BP 1641 - 03016 Moulins Cedex | Mail : contact-allier@arae.fr - Téléphone : 04-70-46-84-10

Responsable de publication : Nicolas RIGAUD

Maquette, mise en page : Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Allier

Vous pouvez consulter les notes de conjoncture et toutes les données économiques régionales sur notre site internet et notre plateforme IET | <https://plateforme-iet.auvergnerrhonealpes-entreprises.fr/>

Impression : ALPHA NUMÉRIQ' - 03 Moulins - 04 70 20 09 92 - Imprim'Vert ©2022-6324